

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

Les syndicats s'opposent au report

L'éventualité du report des examens de fin d'année n'a laissé indifférents ni les syndicats ni les parents d'élèves. Ils sont unanimes à dire qu'il serait plus facile de trouver des solutions pour l'arrêt de la grève que de reporter les examens. Ils évoquent des contraintes d'ordre pratique. Le président de l'organisation nationale des parents d'élèves est formel : le dénouement serait proche suite à l'intervention de Sellal.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Quatrième semaine de grève dans l'éducation. Face à l'impasse, le ministre de l'Education avait évoqué samedi la piste du report des examens de fin d'année face à l'impossibilité de rattraper les cours perdus. Une proposition qui ne fait pas l'unanimité.

Les syndicats et parents d'élèves s'accordent à dire que dans l'état actuel des choses, il est toujours possible d'organiser les examens dans de bonnes conditions. C'est l'analyse que fait le coordonnateur du Snapest qui estime que «cette proposition de Baba Ahmed signifie qu'il fait la sourde oreille à nos doléances. Le report serait au final un palliatif à l'arrêt de la grève».

Meziane Meriane considère que la situation actuelle est loin d'être «catastrophique». En 2003, rappelle-t-il, la grève avait duré sept semaines et les enseignants s'étaient mobilisés pour rattraper le retard et préparer les élèves dans de bonnes conditions pour les examens de fin d'année. Meziane Meriane estime qu'il est

encore temps de sauver l'année scolaire pour peu que la tutelle abandonne le langage des menaces pour trouver les bonnes solutions. Même constat du côté du Cnapest.

Son coordonnateur national estime qu'il est temps que cesse cette grève», ajoutant qu'il sera difficile de reporter les examens et que la priorité absolue est aujourd'hui à l'arrêt de la grève.

Le dénouement serait proche, selon Hadj Dellalaou, le président de l'organisation nationale des



Photo : Samir Sid

Meriane estime que la situation est loin d'être catastrophique.

parents d'élèves. Il évoque l'intervention du Premier ministre pour mettre un terme au bras de fer qui oppose depuis des semaines les syndicats au ministre de tutelle. Hadj Dallalou s'attend à un arrêt

du mouvement «dans quelques jours», ce qui rend, dit-il, inutile le report des examens. Il affirme en effet que dans l'état actuel des choses, il est toujours possible de rattraper le temps perdu grâce à

l'intervention de pédagogues.

C'est au-delà des quatre semaines, estime-t-il, qu'il faudrait s'inquiéter puisque le rattrapage deviendrait alors quasi impossible. Pour éviter cette situation, il appelle toutes les parties à la sagesse.

Sur le terrain, les enseignants en grève poursuivaient hier leur mouvement.

Dans beaucoup de wilayas, le spectre de la contestation s'est même étendu à des établissements jusque-là épargnés.

Par devoir de solidarité, ils ont rejoint hier le mouvement. C'est ce que confirme l'Unpef qui parle d'un sursaut des travailleurs de l'éducation et qui, comme le reste des syndicats estime que la priorité actuellement est de mettre un terme à la grève par la négociation.

N. I.

POUR PROTESTER CONTRE SON EXCLUSION DE LA TRIPARTITE

Rassemblement de la CSA devant le Palais du gouvernement

Exclus encore une fois de la tripartite, les syndicats autonomes réagissent. La Confédération des syndicats algériens regroupant l'Unpef, le Snapsy, le Snpssp, le Snapest, le Snpssp et le Cnes compte organiser le jour même de la tripartite un rassemblement devant le Palais du gouvernement.

Dans un communiqué rendu public, la Confédération des syndicats algériens estime que «les syndicats autonomes, représentants légitimes de centaines de milliers de travailleurs, considèrent que cette énième exclusion de la tri-

partite représente un vrai danger pour la paix sociale et une réelle menace pour la cohésion sociale» et qu'aucune «explication rationnelle ne peut être avancée pour justifier une telle décision, aucun argument ne pourra tenir la route pour expliquer cette démarche».

La CSA considère qu'«élaborer une stratégie pour développer davantage l'économie nationale comme annoncé par les pouvoirs publics implique impérativement un front social stable, en pleine confiance. La situation du travailleur algérien en général et du fonctionnaire en parti-

culier est extrêmement vulnérable. En effet, seul, il subit l'ensemble des revers de la crise de l'économie nationale et internationale. La politique des salaires, de la fiscalité, et les grandes orientations de la politique sociale, la défense du secteur public, ainsi que l'amélioration des conditions socioprofessionnelles des fonctionnaires, concernent l'ensemble des syndicats et le débat autour de ces questions est plus qu'urgent afin d'arriver à un véritable pacte social, socle pour une véritable relance de l'économie».

N. I.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La République survivra-t-elle à un coup de force électoral ?

Au-delà des ahurissements qu'elles ont soulevés, les attaques frontales du secrétaire général du FLN contre le DRS ont mis à nu une logique suicidaire de Bouteflika et son clan pour la sauvegarde de leur pouvoir. Jamais l'expression «après moi, le déluge» n'a été traduite par une situation politique que celle qui prévaut chez nous à l'approche de la présidentielle.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - La bravade suggérée et instrumentalisée d'Amar Saâdani ne poursuit pas que le contrebalancement des rapports de force au sommet de l'Etat. Elle traduit, malgré les termes d'un nouveau et nécessaire débat qu'elle y introduit, une dangereuse griserie du pouvoir chez un clan qui n'entend pas passer le relais dans les formes démocratiques, quand bien même la contingence politique liée à la maladie du chef de l'Etat le lui ordonne. Car, ne soyons dupes de rien, Amar Saâdani, ne pouvait avoir agi de son propre chef et pour son propre compte dans la vague qu'il a soulevée. Ce qui a conduit à cette situation porteuse de risques majeurs, c'est incontestablement la résolution entêtée du clan Bouteflika à ne pas céder le pouvoir, quitte à faire basculer le pays dans l'inconnu.

Le clan travaille, à l'évidence, à se frayer un passage en force, quoi qu'il advienne. Pour sauver son pouvoir, il semble faire le choix déraisonnable de prendre le risque de sacrifier l'Algérie. Ce que nombre d'intervenants et de commentateurs de l'actualité nationale ambiante, surchauffée par la sortie de Saâdani, ont relevé. Tous ont conclu à



Abdelaziz Bouteflika.

une atmosphère sentant le soufre. Autant d'alertes qui ont bien fini par inciter le chef de l'Etat, qui, il faut le dire, met son propre ingrédient en entretenant le suspense sur son avenir politique, sa candidature, en somme, à distiller un message à travers lequel il a calculé de tempérer les ardeurs des uns et des autres, se positionnant en arbitre dans une escalade à laquelle son clan, sinon lui-même, ne serait pas étranger. On n'en serait pas, au demeurant, à ce point d'inquiétude pour la République si Bouteflika et son clan n'avaient pas pris en otage l'élection présidentielle, compromettant, conséquemment, dangereusement l'avenir de la nation. L'image qui restitue le mieux cette réalité algérienne à la veille de l'élection présidentielle est incontestablement celle mise en lumière par Djamel Zenati dans une tribune libre dans *El Watan*. Plutôt deux images qu'une. Il compare, à juste titre,

l'attitude du clan présidentiel à la politique de la terre brûlée à laquelle l'OAS s'est rendu dans le sillage de l'indépendance nationale. La seconde, plus vraie encore, est cette formule qui a cours dans l'immobilier et qu'on appelle le viager et qui consiste à l'acquisition d'un bien mais dont la jouissance n'intervient qu'une fois son propriétaire décédé. C'est cette transaction que le clan présidentiel tente de reproduire au plan politique ; faire une OPA sur le pouvoir en reconduisant Bouteflika, pour en jouir plus tard. ne séquence difficilement jouable, tant est qu'il lui manquera toujours l'argument à même de la valider. La reconduction de Bouteflika, impotent, est difficilement vendable dans les règles classiques du jeu électoral. Il n'y a, pour réaliser un tel dessein, que le coup de force. Et un passage en force n'est jamais le marqueur d'une bonne santé de la République.

S. A. I.

Mise au point de M. Amara Benyounès

Dans l'édition du 16 février 2014, en page 6 de votre quotidien, a été publié un article signé par votre collaborateur Mehdi Mehenni sous le titre tendancieux : «Tout en blanchissant Saïd Bouteflika, Amara Benyounès accable Saâdani.» Dans cet article inspiré du Forum d'Echourouk dont j'ai été l'invité, mêlant commentaires personnels et citations approximatives et/ou erronées, le journaliste me prête des thèses et des propos qui n'ont jamais été les miens.

1- Il n'était pas dans mon intention d'accabler qui que ce soit et encore moins Saâdani étant entendu comme je l'ai précisé aux journalistes d'Echourouk que je n'ai aucun problème personnel avec aucun responsable politique, de quelque bord qu'il soit. Par contre, j'ai bien dit que l'offensive contre l'institution militaire, c'est du jamais vu ni chez nous ni dans aucun pays au monde que ce soit dans les Etats démocratiques ou sous d'autres régimes.

A la question posée par les journalistes, relative à une éventuelle instrumentalisation de M. Saâdani et à l'identité de la partie qui l'aurait instrumentalisé, j'ai simplement répondu qu'il appartenait aux journalistes d'inviter l'intéressé et de lui poser la question.

Toujours en réponse à une question, j'ai affirmé, par contre, et je le réaffirme, que ni le Président Bouteflika ni son frère Saïd ne sont mêlés de près ou de loin à cette cabale. De même j'ai dit que le premier responsable d'un parti est seul comptable de ses propos et déclarations. Je n'ai donc jamais suggéré qu'une force occulte instrumentalise Saâdani comme voudrait me le faire dire votre journaliste dans ses commentaires tendancieux. Quant à la situation à l'intérieur du FLN, j'ai tout simplement répondu que le premier responsable d'un parti politique, à commencer par moi, est comptable de la situation qui prévaut au sein de sa formation et n'a pas à désigner de boucs émissaires lorsque des problèmes surgissent.

2- Concernant les questions relatives à Saïd Bouteflika, j'ai déclaré, et je le maintiens, que jamais il ne s'est immiscé de quelque manière que ce soit, dans l'exercice de mes fonctions gouvernementales. J'ai également affirmé, et je le réitère, que la diabolisation de son frère Saïd cible en réalité le Président Bouteflika lui-même, comme je maintiens qu'il n'y a aucun différend entre la présidence de la République et l'institution militaire, pour la bonne et simple raison que le Président Bouteflika est le premier responsable de cette institution.

A. B.